



Chef d'Escadron RODIER

Paris, le 1<sup>o</sup> décembre 1997

Div D/ D2

## MÉMOIRE DE GÉOPOLITIQUE

LE RETOUR DES ÉTATS-UNIS EN AFRIQUE: QUELS DÉFIS POUR LA  
FRANCE ET LES AFRICAINS?

## plan du MÉMOIRE

### INTRODUCTION

#### 1. La crise du "champ"

1.1 des facteurs déstabilisants émergents externes

1.2 des facteurs déstabilisants émergents internes

1.3 Une situation économique difficile et des handicaps certains

#### 2. La fin du continent oublié et le retour des États-Unis

2.1 Un intérêt américain déjà ancien

2.2 La fin de l'"afropessimisme" occidental

2.3 La nouvelle stratégie globale américaine

2.4 L'avènement d'une "géoéconomie" américaine

#### 3. Les actions possibles de la France

3.1 Limites et lacunes de la politique américaine

3.2 Pour une prise de conscience des enjeux et des intérêts de la France

3.3 Les atouts de la France

3.4 Redevenir une nation cadre en Afrique

### CONCLUSION

### INTRODUCTION

En déclarant "sans l'Afrique, il n'y aura plus d'histoire de France au XXI<sup>e</sup> siècle", François Mitterrand illustra à sa façon sa perception de l'étroitesse des liens entre la France et l'Afrique, basée sur une longue histoire commune et l'héritage de l'ancienne puissance colonisatrice. Une telle déclaration pendant longtemps n'a pas reçu de contestation de la part de la superpuissance occidentale et mondiale que sont les États-Unis. Longtemps uniquement préoccupés par la guerre froide et ses conséquences stratégiques, ils ont en effet délégué de fait un rôle de gendarme de l'Afrique à la France. Ceci s'est aussi traduit par un désintérêt de leur part pour un continent considéré comme sans espoir et voué au sous-développement et à l'instabilité politique. Or, les bouleversements stratégiques récents ont radicalement modifié cette situation. L'émergence de certains pays sur le plan économique et la perspective de l'exploitation des richesses naturelles du continent ont aussi contribué à changer profondément la donne sur le continent. Progressivement de nouvelles convoitises naissent, de nouveaux concurrents souhaitent remettre en cause la position privilégiée de la France et ouvrir l'Afrique au jeu de la compétition économique.

Un tel changement des mentalités n'est pas neutre pour la position de la France en Afrique. La France ne risque-t-elle pas ainsi de se voir évincée de l'Afrique par le retour de ces convoitises américaines? Cette évolution révèle en fait l'existence d'enjeux essentiels non seulement pour la France mais aussi pour les africains eux-mêmes. En outre, ces changements prennent place dans un contexte de plus en plus instable pour l'Afrique, largement illustré par l'actualité récente ( Rwanda, Zaïre, RCA, Casamance.....), qui dessine les contours d'une crise inquiétante de la zone traditionnelle de l'influence de la France et qui fragilise grandement sa position traditionnelle.

Cependant, forte de ses atouts et de ses succès, la France peut encore jouer un rôle majeur en Afrique à condition de changer sa politique et de relever les nouveaux défis tant culturels que diplomatiques et économiques.

Après avoir abordé les facteurs qui expliquent cette crise du "champ", il sera néanmoins possible de décrire ce retour en grâce de l'Afrique aux yeux de l'Amérique et les conséquences de cette nouvelle ouverture du continent. Enfin, il sera nécessaire de dégager les pistes possibles pour une politique française globale non seulement pour préserver son influence mais aussi pour jouer un rôle moteur en matière de politique des nations occidentales sur le continent africain.

## 1. La crise du "champ"

L'Afrique connaît des facteurs déstabilisants externes et internes qui dressent un tableau contrasté de ses perspectives d'évolution et expliquent des handicaps certains pour son développement économique.

## 1. des facteurs déstabilisants émergents externes

Le vide stratégique né de la fin de la guerre froide et la fin des rivalités ponctuelles qu'elle générait donnent aujourd'hui une véritable opportunité d'ouverture pour l'Afrique mais aussi des possibilités d'action pour d'autres acteurs avec le retour du jeu d'influence des grandes puissances. Une telle évolution est porteuse de risques de déstabilisation avec le retour des jeux obscurs de la diplomatie secrète, illustré récemment par la chute du régime Mobutu, et les agissements secrets des États-Unis pour le soutien de Laurent-Désiré Kabila. En outre, un nouveau type de conflictualité se développe avec l'absence de distinction entre conflits intra et inter-Etats. On assiste aussi à un transnationalisme des crises en Afrique avec une propension à la contagion s'expliquant par le caractère artificiel des frontières héritées de la décolonisation. L'existence de ces frontières artificielles, leur manque de matérialisation et de surveillance facilitent une criminalité transnationale (trafic d'armes, drogues, trafic de pierres précieuses... ) avec des états corrompus qui utilisent de tels réseaux à des fins politiciennes pour financer leur survie politique. L'Afrique est aussi le continent des réfugiés (7,4 millions soit 1% de la population), vecteurs de propagation des maladies mais aussi de contagion des troubles politiques qui prennent souvent une tournure ethnique aisément transmissible à l'ensemble d'une région quelques soient les frontières (région des grands lacs et conflit hutu-tutsi).

Enfin, il existe aussi une crise du régionalisme qui se conjugue à celle des institutions désarmées car souvent tournées vers les agressions extérieures. L'OUA est souvent paralysée dans les nouvelles crises qui secouent les états car elle préfère s'en tenir aux mécanismes de prévention des conflits interétatiques (le mécanisme du Caire en Juin 93) pour la prévention, la gestion, et le règlement de tels conflits.

## 2. des facteurs déstabilisants émergents internes

L'actualité récente a vu la disparition et la fragilisation de pôles sous-régionaux tels que le Zaïre. Une telle évolution menace la stabilité des états du continent car elle risque d'avoir un effet d'entraînement sur un certain nombre de pays fragiles. De plus, le conflit état-société revêt une forme aiguë en Afrique avec l'incapacité des états à remplir leurs missions de souveraineté et d'état providence, en particulier dans le domaine social. De plus, la démocratisation est encore fragile et n'exclut pas certaines crises à l'occasion d'élections dont le caractère démocratique est remis en question par une opposition balbutiante. Enfin, cette instabilité est aggravée par la crise interne des forces armées. Celle-ci s'explique par des problèmes budgétaires mais aussi parfois par une rupture entre société et armée avec des militaires trop

impliqués dans la sphère politique, ou dans le jeu des conflits ethniques pour la prise du pouvoir comme par exemple en République Centrafricaine.

On assiste aussi à un mouvement de contestation de l'ordre économique et politique issu des indépendances qui se conjugue avec la relève des générations des élites politiques. Cette nouvelle classe politique tente de s'imposer avec de nouvelles références et un discours moins emprunt de servilité vis à vis des anciens colonisateurs. Ces nouveaux dirigeants formés aux méthodes modernes de gestion sont plus à mêmes de faire jouer la concurrence pour la mise en valeur des richesses de leur pays dont ils prennent désormais conscience.

Enfin, la révolution démographique et culturelle joue un rôle éminemment déstabilisateur de par les ferments d'explosion sociale qu'elle contient. La population de Afrique de l'ouest est ainsi passée de 45 millions en 1930 à 87 en 1960. On dénombre aujourd'hui 194 millions de personnes dans cette zone, et on estime qu'ils seront 430 millions en l'an 2020. cette croissance démographique s'accompagne d'une urbanisation très importante qui n'est pas s'en poser des problèmes aux sociétés africaines traditionnellement rurales. Ceci s'accompagne d'une urbanisation archaïque et d'une déstructuration des sociétés qui déstabilisent l'ensemble de la société africaine. La population des villes est ainsi passée de 4% en 1930 à environ 40% aujourd'hui, et elle représentera sans doute 60% aux alentours de 2020. En quatre générations la région de Afrique de l'ouest aura vu sa population totale multipliée par 10 et sa population urbaine multipliée par 100. Cette évolution démographique se traduit par le développement d'une jeunesse semi-éduquée de plus en plus nombreuse et qui revendique de plus en plus violemment l'accès au progrès social et à la société de consommation, et remet en cause les anciennes élites politiques de la décolonisation accusées de conservatisme et de corruption.

### 3. Une situation économique difficile et des handicaps certains

En outre, tous ces facteurs de déstabilisation sont accentués par une situation économique encore difficile, qui s'explique par des facteurs conjoncturels et structurels, et créent des handicaps économiques certains.

Ces économies sont affectées par la crise des productions agricoles ou minières car elles sont trop dépendantes des exportations d'une ressource majeure (café, cacao...). Cette situation est aggravée par l'échec des politiques industrielles souvent basées sur une politique de grands projets inadaptée aux réalités et aux besoins réels des pays. De plus, ces difficultés s'ajoutent à la dégradation des budgets, allant de pair avec les difficultés des grands services sociaux et des systèmes de santé désarmés face aux fléaux du sida et du paludisme. Cette dégradation est aussi aggravée par le poids croissant de la dette de ces états.

Enfin, pour pouvoir pleinement être intégrés à l'économie mondiale, ces pays doivent surmonter ces handicaps majeurs que sont la pénurie d'infrastructures, le poids important de l'économie informelle, la régionalisation insuffisante du continent. Ils doivent aussi éliminer un environnement d'insécurité juridique, de précarité, et de corruption qui est peu favorable à l'investissement et en particulier à l'investissement privé.

Cependant des signes d'espoirs apparaissent ces dernières années et permettent heureusement de tempérer ce tableau pessimiste en constituant une nouvelle donne à prendre en compte par tous les acteurs.

## 2. La fin du continent oublié et le retour des États-Unis

Aujourd'hui, le continent a une chance à saisir. Même si l'Afrique n'en a pas terminé avec ses luttes tribales et ethniques; quelques clignotants passent au vert, en particulier sur le plan économique. A l'ère de la mondialisation, l'Afrique semble avoir perdu le statut de continent oublié qui lui était promis il y a peu. A cet égard, le retour de l'intérêt des américains constitue à n'en pas douter un signe tangible avec l'intention exprimée de stabiliser le continent pour y conquérir des marchés. Mais ces intentions ne sont pas nouvelles et leurs motivations réelles méritent que l'on s'attarde sur elles car elles ne sont pas sans conséquences pour l'Afrique et la France.

### 1. Un intérêt américain déjà ancien

Les États-Unis montrent pour l'Afrique un intérêt économique déjà ancien avec dès octobre 1949 la création de la "panafrican society of america" dans le but de développer les échanges avec l'Afrique. Cependant la vision de la présence et de l'aide américaine a été pendant longtemps liée à celle de ses intérêts stratégiques et du conflit Est-Ouest.

L'agence américaine de développement, l'"US-AID", a limité pendant longtemps ses interventions à deux catégories de pays: ceux où les États-Unis assurent la défense d'intérêts directs en l'absence d'influence européenne (Éthiopie, Libéria) et ceux où leur crédibilité de grande puissance anticommuniste a été engagée (Ghana, Zaïre). La nouvelle approche américaine intervient dès 1989 avec la primauté

donnée aux intérêts économiques qui prennent alors le pas sur les impératifs stratégiques. Les objectifs sont dorénavant de faire de l'Afrique la "nouvelle frontière" commerciale des États-Unis en retirant le profit maximum pour l'économie américaine.

## 2. La fin de l'"afropessimisme" occidental

Ce retour de l'intérêt américain, et de ses convoitises, est intimement lié à la fin de l'"afropessimisme" occidental.

Sur le plan économique, on note des améliorations notables depuis trois ans. Une Afrique en émergence apparaît. C'est ainsi que la Côte d'Ivoire a vu son taux de croissance global du PIB dépasser les 6% en 1995. Il y a donc naissance d'un paysage économique plus contrasté. C'est cette "Afrique en mouvement" qui attire de nouveau les investisseurs privés et les pays avides de nouveaux marchés. Des succès des politiques d'ajustement structurelles, largement encouragées et financées par les institutions internationales, commencent aussi à se faire sentir. Il est à noter en particulier des progrès en matière d'intégration régionale avec la zone ouest Afrique et le début de son intégration douanière.

## 3. La nouvelle stratégie globale américaine

Sur le plan stratégique, on assiste à un rééquilibrage stratégique et à une réouverture du jeu. La fin de la guerre froide et de ses affrontements indirects entre grandes puissances (Angola, Mozambique) a créé une sorte de "vide stratégique" dénoncé par les États-Unis.

Dans ce contexte stratégique rénové, on constate le retour des États-Unis qui semblent avoir éliminé leur "afrophobie" et leur syndrome somalien. Il semble opportun de s'interroger sur les motivations d'un tel revirement pour en appréhender les limites et les faiblesses.

Il s'explique par un certain idéalisme de la société américaine qui s'accompagne d'une vision messianique du rôle de la nation américaine. Celle-ci met en avant une certaine vision moraliste qui consiste à s'engager pour imposer la victoire du bien. Il y a donc une vision qui combine projet éthique et sens de l'intérêt national. Ce retour de l'Amérique s'explique aussi par des considérations d'ordre intérieur. Il y a ainsi des pressions des membres influents des communautés noires qui critiquent l'absence des États-Unis sur le continent de leurs origines.

Enfin, il faut aussi prendre en compte l'évolution récente de la politique étrangère qui se traduit par une réticence accrue à l'intervention militaire directe largement influencée par les déboires de l'intervention américaine en Somalie. Cette vision se traduit par la définition d'une véritable stratégie de sortie des États-Unis qui prône un engagement

sélectif. Leur but n'est de s'engager que si ce qu'ils considèrent comme leurs intérêts vitaux sont réellement mis en danger.

#### 4. L'avènement d'une "géoéconomie" américaine

Il faut de plus appréhender le développement actuel d'une approche économique agressive et quasi guerrière du commerce extérieur avec des intérêts politiques qui deviennent alors subordonnés aux intérêts économiques. L'avènement de cette vision géoéconomique de la diplomatie semble guider la perception des intérêts vitaux des États-Unis centrés sur leurs problèmes économiques intérieurs.

Il se traduit par la recherche du partenariat économique et sa primauté sur l'aide en se conformant au dicton "trade and not aid". Washington encourage le secteur privé à se tourner vers l'Afrique pour exploiter les ressources naturelles du continent telles que le pétrole, les diamants et les richesses agricoles ou minières. Pour dynamiser l'esprit d'entreprendre américain en Afrique, les américains parlent d'une nouvelle "frontière commerciale" pour les États-Unis pour exploiter le potentiel énorme d'un marché sub-saharien de 700 millions de personnes. Pour eux, il s'agit en fait d'un réel potentiel d'emplois américains encore inexploité.

En vue d'aider l'Afrique à devenir stable, prospère et dynamique, le président Clinton a annoncé son programme lors du sommet du G7 de Denver en Juin 1997.

Ce plan pour Afrique a pour objectif de permettre une augmentation considérable des exportations africaines vers le marché américain en multipliant les accords de libre échange. Il vise aussi à agir pour éliminer les dettes bilatérales des pays les plus pauvres qui entreprennent des réformes souhaitées par les américains. Il envisage enfin de mettre au point un système de réunions économiques annuelles entre les grandes puissances pour la coordination des différentes politiques pour l'Afrique.

Cependant force est de constater que cette initiative américaine, largement relayée par les médias, illustre aussi la fin du rôle d'initiateur de la France auparavant joué lors de la mise en place de la convention de Lomé entre l'Europe et les pays sous-développés. Cet intérêt se traduit aussi par un nouveau discours diplomatique américain qui revendique l'ouverture de l'Afrique et de ses marchés en dehors de toute notion de sphère réservée comme l'a déclaré Warren Christopher lors d'une de ces interventions en dénonçant l'exercice d'un "patronage exclusif sur des sphères d'influence".

Dans cette perspective, les États unis ont essayé d'imposer leur vision avec la mise en avant de l'idée d'un corps de maintien de la paix en Afrique.

Ce discours s'accompagne de propositions et de mesures concrètes qui peuvent rapidement devenir concurrentielles avec la position de la France. La plus connue est l'ACRI, l'initiative nord américaine en matière de réaction aux crises africaines, qui vise à établir un partenariat avec les pays africains

(Ouganda, Sénégal, Malawi) et d'autres pays intéressés en vue de renforcer leurs capacités de maintien de la paix en Afrique sans créer pour autant une force permanente africaine. Une telle initiative se situe donc bien dans le cadre de la préoccupation majeure des américains pour éviter tout engagement direct dans les crises interafricaines. A cet effet, des équipes des forces spéciales américaines sont envoyées dans ces pays pour l'instruction des forces armées concernées sur la base d'un programme d'instruction de 60 jours. Ces éléments sont en fait la face apparente de l'iceberg. La face cachée, qui menace activement et directement les positions et l'influence françaises, est constituée par le retour de la diplomatie occulte. Cette diplomatie a été particulièrement active lors de la chute du régime de Mobutu, traditionnel allié de la France dans la région. Le but n'est-il pas de favoriser par ces bouleversements l'occasion d'une large redistribution des cartes dans l'arc de crise qui s'étend du Soudan à l'Angola? Dans cette hypothèse d'école, que restera-t-il des anciens équilibres plus favorables à la France? Que restera-t-il tout simplement de la sphère d'influence française en Afrique?

En outre, il faut souligner que cette offensive n'est pas uniquement commerciale mais également culturelle. Certes, la guerre contre la francophonie ne date pas d'hier avec dès 1951 la création d'associations spécialisées comme l'"african studies association". Cette offensive culturelle se poursuit plus sournoisement à travers quelques signes caractéristiques : multiplication des bourses pour les étudiants africains, création d'écoles et d'universités, y compris dans les pays francophones. Il s'agit de fidéliser les élites par les liens culturels et linguistiques.

Cependant, une étude affinée des limites de cette action et de l'actualité permet de tempérer la noirceur de ce tableau pour la France. A elle de définir ensuite une politique globale pour reprendre un rôle d'initiateur à la mesure de sa place traditionnelle sur le continent.

### 3. Les actions possibles de la France

La France doit exploiter ses atouts et les limites américaines, et prendre conscience des intérêts et des enjeux en cause pour reprendre un rôle actif et fédérateur en Afrique en définissant une politique africaine globale.

#### 1. Limites et lacunes de la politique américaine

Cette politique méconnaît trop la réalité africaine car elle n'a pas l'expérience du terrain africain.

Il faut aussi souligner la modestie relative des investissements publics américains dans ce domaine, inférieurs à ceux de la France. Cette politique se caractérise enfin par sa furtivité avec un congrès omnipotent qui vise à désengager au plus tôt les troupes américaines. Cette question de la continuité d'une politique, souvent soumise au bon vouloir du congrès, mérite d'être posée; surtout dans un continent attaché à la parole donnée. La conception américaine des intérêts des

États-Unis est-elle réellement compatible avec une notion de fidélité loin d'être sans poids en Afrique?

C'est aussi une politique d'aide qui est un instrument ajusté aux impératifs à courts terme de la diplomatie américaine et qui semble primer sur les autres considérations d'ordre humanitaire. A cet égard, les dangers de cette politique économique pour Afrique pourraient être la création d'une Afrique utile et d'une Afrique abandonnée et laissée à elle-même. En effet, ce regain d'intérêt semble très sélectif et largement orienté vers les pays "utiles" disposant de ressources minières et pétrolières.

En tout état de cause, quelque soient ses motivations et ses limites, ce retour des États-Unis en Afrique constitue bien un défi majeur pour la France mais aussi pour les africains eux-mêmes. Cependant, tout n'est pas joué et la France semble encore avoir son mot à dire.

## 2. Pour une prise de conscience des enjeux et des intérêts de la France

Il faut tout d'abord prendre conscience des enjeux et des intérêts pour la France.

Il faut en premier lieu rappeler à ceux qui l'oublient l'importance de l'Afrique pour la France en dépassant l'idée simpliste que "la Corrèze passe avant le Zambèze". Le président du Gabon, Omar BONGO, résume tout à fait cette idée lorsqu'il déclare "La France sans Afrique est une voiture sans essence, l'Afrique sans la France est une voiture sans chauffeur".

Il faut aussi ne pas voir simplement à court terme car il faut comprendre que cette coopération envers Afrique est aussi dans l'intérêt de la France.

Il y a tout d'abord la question des approvisionnements en matières premières pour la France. L'Afrique représente une zone stratégique pour notre économie avec la présence de 1300 de nos entreprises pour un chiffre d'affaires cinq fois supérieur à l'aide publique que la France consacre à ce continent. En outre, la zone franc est une aire de stabilité et un marché privilégié pour nos entreprises.

Il faut aussi comprendre que dépenser en Afrique sert aussi à stabiliser sur place les populations en permettant ainsi un contrôle des flux migratoires essentiel pour nos sociétés européennes. Devant la pression démographique et l'emprise de la misère, la coopération apparaît comme la seule politique susceptible de surmonter l'irrésistible attraction exercée par le Nord sur les populations du Sud.

Mais il faut aussi prendre conscience de nos limites car la France n'a plus les moyens d'agir seule sans concertation avec ses partenaires

occidentaux. Il faut replacer cette politique africaine de la France dans un contexte économique difficile avec des déficits budgétaires qui ne militent pas pour la coopération et l'aide à l'Afrique. Celles-ci sont quelquefois mal perçues en terme de résultats immédiats par une population française traumatisée par le problème immédiat du chômage.

Face aux changements survenus et à l'impatience des africains, la France a donc un rôle et une place à tenir. En réponse à un Senghor qui déclare "nous sommes rassasiés de bonnes paroles", il est temps de "définir avec l'Afrique les conditions d'un nouveau partenariat".

### 3. Les atouts de la France

Il faut utiliser au mieux nos atouts constitués par un immense capital en personnes et en connaissances accumulés au cours d'une longue histoire commune. Les liens qui unissent l'Afrique à la France sont nombreux, anciens et durables et ont amené à parler d'une "françafrique" avec un lien politique, économique et culturel fort avec une quinzaine d'états en Afrique. Cette expérience du terrain, des hommes et de leur culture et mode de pensée constituent une réelle longueur d'avance sur les américains.

Il ne faut pas non plus occulter que le bilan de Afrique noire francophone est loin d'être dérisoire ou accablant avec une relative stabilité politique pendant de nombreuses années et surtout une stabilité régionale source d'économie dans le domaine des dépenses d'armement.

La présence de nos coopérants et des 5000 appelés coopérants est un vrai atout à exploiter au même titre que le dispositif de la coopération militaire de la France. Ils sont un véritable atout de terrain car ils permettent de matérialiser une vraie présence de proximité pour endiguer l'offensive anglo-saxonne et investissent sur la première richesse qu'est l'homme. Il y a aussi une véritable expertise française reconnue (de la filière coton à la dévaluation du franc CFA) souvent bien utile pour rectifier la ligne anglo-saxonne des institutions de Bretton-Woods. Enfin la France est le 1<sup>er</sup> pays donneur d'aide à Afrique sub-saharienne.

### 4. Redevenir une nation cadre en Afrique

Il faut adapter notre politique au nouveau contexte avec une véritable politique française africaine globale qu'appelle de ses vœux M Roussin, l'ancien secrétaire d'état à la coopération. Les maîtres mots devraient être "fidélité, ouverture et adaptation", fidélité aux amis; ouverture à de nouveaux partenaires comme les pays africains anglophones et adaptation à la nouvelle donne.

Il faut responsabiliser les africains tant sur le plan économique que dans le domaine de leur rôle dans le maintien de la paix en Afrique. A cet égard, le pari réussi de la

stabilisation économique grâce à la décision courageuse de la dévaluation du franc CFA doit constituer un exemple pour l'avenir. Il en est de même avec la MISAB qui est un exemple réussi de responsabilisation des États africains en matière de stabilisation de leur continent.

Notre aide bilatérale doit aussi progressivement se transformer pour constituer le noyau d'une véritable politique africaine globale et pluridisciplinaire sur l'ensemble du continent africain. Ceci doit passer par le développement d'une coopération élargie aux pays anglophones en considérant désormais l'Afrique dans sa globalité et dans sa dimension continentale réelle et non plus seulement à la seule aune du pré-carré français. Cette dimension régionale doit intégrer la nouvelle donne continentale avec le retour de l'Afrique du sud sur la scène continentale qui s'est concrétisée par la création du forum franco-sud-africain de dialogue politique. La France doit bien regarder dorénavant au-delà de sa sphère traditionnelle d'influence linguistique.

Sur le plan économique, il faut encourager un véritable partenariat de nos entreprises qui devront maintenant lutter de plus en plus contre la concurrence américaine pour conserver leurs positions acquises en bénéficiant de moins en moins de leur ancienne rente de situation héritée de la colonisation.

Sur le plan de notre stratégie il s'agit de moderniser notre dispositif militaire tout en assurant sa crédibilité. A cet égard un effort de mobilité et de disponibilité de nos forces est mené dans le cadre du réaménagement de notre dispositif militaire en Afrique avec un dispositif centré sur quatre bases très fonctionnelles; Dakar, Libreville, N'Djamena, Abidjan.

Sur le plan culturel, il faut bien prendre en compte l'importance de l'enjeu de l'éducation pour l'influence de la France bien illustré par Habib Bourguiba qui déclarait en 1965 "la langue est un lien remarquable de parenté qui dépasse en force le lien de l'idéologie". Ce souci doit aussi se traduire dans la mise en oeuvre d'une politique imaginative d'accueil des étudiants africains, orientée vers les besoins réels et à court terme en cadres africains, et qui contribuera aussi à restaurer l'image de notre pays. En outre, il faut aussi rechercher la voie de développement de centres de formation directement dans les pays, bien adaptés aux réalités locales. C'est d'ailleurs la voie qui a été choisie lors du dernier colloque de Dakar avec la création annoncée par la France d'écoles de formation des cadres africains à vocation régionale, non limitée aux stagiaires francophones.

En outre, la France doit affirmer son rôle d'initiateur qui semble désormais lui être de nouveau reconnu avec le rapprochement des positions occidentales auquel nous assistons et l'émergence de la coopération occidentale qui l'accompagne. En effet, après avoir assisté à une sorte de guerre des projets quelque peu préjudiciable pour leur cohérence, il semblerait que l'on constate un rapprochement des positions officialisé lors du récent colloque de Dakar. L'accent est actuellement mis sur le développement des capacités des pays africains à mener des opérations de maintien de la paix. Telle est l'idée du concept français appelé RECAMP. Il se traduit par un effort budgétaire pour l'instruction des forces armées pour le maintien de la paix très important pour la France avec un budget français de 30 millions de dollars soit le double du budget américain. Il a été aussi décidé la création d'un centre d'instruction et d'entraînement au maintien de la paix situé en Côte d'Ivoire à vocation régionale.

Ces créations seront aussi accompagnées du repositionnement d'équipements militaires français à Dakar pour aligner un bataillon africain aux standards internationaux dans le cadre d'opérations de maintien de la paix.

Cette convergence, qui s'explique aussi par l'accueil tiède réservé à l'initiative américaine, va se concrétiser bientôt sur proposition de Paris, Londres et Washington, par la création d'un groupe de soutien aux capacités africaines de maintien de la paix. Constitué à New York, sous les auspices de l'ONU et de O.U.A., il devrait permettre une concertation entre les pays africains intéressés et les bailleurs de fonds. Cette coopération franco-américano-britannique va aussi se manifester sur le terrain avec l'organisation de grandes manoeuvres simulant un exercice de maintien de la paix.

Cependant, ce rapprochement et ces annonces mutuelles de bonne volonté n'excluent pas des initiatives séparées sur le terrain et donc le jeu de la concurrence; sans parler des manigances de certaines officines. Ceci ne remet pas en cause l'aide bilatérale entre les différentes nations.

Il y a donc toujours la place pour une véritable politique française en Afrique, complémentaire avec nos partenaires occidentaux mais aussi fédératrice.

## CONCLUSION

L'Afrique semble enfin avoir perdu son statut de continent oublié et n'échappera plus désormais à la mondialisation et à la convoitise des marchés.

Elle semble assister à une émergence économique de certains de ces états qui attirent en particulier les investisseurs américains. Face à ce bouleversement, la position traditionnelle de la France semble fragilisée par cette nouvelle concurrence agressive mais aussi par les difficultés actuelles de l'Afrique et par son instabilité. Ces événements dessinent les contours de la fin de la rente de situation de la France héritée de la colonisation.

Pour la France, il s'agit donc d'accepter la nouvelle donne et le défi à relever avec ce retour des États-Unis. Il faut en particulier dépasser le complexe de Fachoda et refuser celui de l'autruche, sans diaboliser ni céder à l'angélisme face à l'importance des enjeux économiques, culturels, diplomatiques. Cette exigence est bien celle d'une politique africaine globale. Car la France peut jouer un rôle dynamique et moteur pour donner l'impulsion à une politique qui ne soumette pas tout à une logique économique des grandes sociétés. Cette politique là est par essence fugace, créatrice de déséquilibres en isolant une Afrique utile; utile pour les étrangers à l'Afrique elle-même. Il s'agit en fait de lutter contre la balkanisation et la marginalisation d'une partie de l'Afrique.

Pour les africains, il y a lieu d'apprendre à se gendарmer eux-mêmes et devenir majeurs en assumant en particulier la stabilité de leur continent et la conduite de son développement.

En définitive, de telles exigences s'imposent au monde pour constituer le défi du XXI<sup>e</sup> siècle pour que Afrique ne soit pas le continent oublié du siècle prochain, laissé à son sous-développement et abandonné à ses vieux démons politiques. Il s'agit bien d'un vaste programme pour un continent qui représentera 1,4 milliards d'habitants en 2030.